



**Convention relative aux  
droits de l'enfant**

Distr.  
GENERALE

CRC/C/SR.352  
14 mars 1997

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS DE L'ENFANT

Quatorzième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 352ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le vendredi 10 janvier 1997, à 15 heures.

Présidente : Mme BELEMBAOGO

SOMMAIRE

Coopération avec d'autres organes des Nations Unies, les institutions  
spécialisées et d'autres organismes compétents (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.97-15059 (F)

La séance est ouverte à 15 h 15.

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES, LES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET D'AUTRES ORGANISMES COMPETENTS (point 6 de l'ordre du jour) (suite)

1. M. QUINTANA (Institut interaméricain de l'enfance) dit que la coopération avec le Comité revêt le plus grand intérêt pour l'Institut, car la Convention relative aux droits de l'enfant gagne en importance dans toute l'Amérique, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, et ne manquera pas d'influencer les politiques sociales et la législation de la région.
2. L'Institut, en tant qu'institution spécialisée de l'Organisation des Etats américains (OEA), travaille depuis de nombreuses années dans le domaine des droits de l'enfant. Ses activités comprennent des programmes portant sur la formation, l'aide à la gestion de projets sociaux et la lutte contre la toxicomanie chez les enfants et les jeunes. Le Conseil directeur de l'Institut, composé de représentants de l'ensemble des membres de l'OEA, définit les principes directeurs des activités de l'Institut.
3. Lors d'une réunion tenue en 1996, le Conseil directeur a adopté un programme de travail dont le principal objet est de mettre en relief, sur le plan politique et dans une optique régionale, les questions relatives à l'enfance et de montrer clairement comment ces questions pourraient être intégrées aux activités en cours dans les domaines politique, économique et social.
4. La coopération avec le Comité est également importante car l'Institut est idéalement placé pour contribuer à faire connaître ses activités. L'Institut peut être particulièrement utile dans trois grands domaines. Premièrement, il peut apporter une assistance technique aux pays qui établissent leur rapport pour présentation au Comité et assurer le suivi des rapports et recommandations du Comité. Deuxièmement, en tant qu'élément du réseau interaméricain, il peut diffuser des informations sur les activités du Comité au sein de l'OEA, pendant les réunions annuelles de l'Assemblée générale et du Conseil permanent de celle-ci, ainsi qu'au sein d'autres organismes spécialisés de la région. Troisièmement, il peut collaborer avec le Comité à la réalisation d'enquêtes et établir des rapports sur des questions relatives à l'enfance.
5. L'Institut espère mettre en place des stages de formation pour les travailleurs des branches juridiques et accepte volontiers toute contribution du Comité pouvant l'aider à promouvoir des programmes et d'autres activités allant dans le sens des objectifs de ce dernier.
6. La PRESIDENTE, au nom du Comité, remercie le représentant de l'Institut interaméricain de l'enfance de ses suggestions et observations.
7. Mme SARDENBERG se réjouit de l'occasion ainsi offerte de renforcer les liens entre le Comité et l'Institut, lequel, en tant qu'organisation régionale, est idéalement placé pour mettre en relief les questions relatives à l'enfance, au moment où l'Amérique latine connaît des mutations politiques

profondes. Les trois domaines de coopération proposés représentent un choix judicieux pour commencer cette nouvelle relation, même s'il faudra, à un moment donné, envisager une collaboration de plus longue durée. Le Comité fournira avec plaisir à l'Institut des informations sur les pays de sa région qui sont censés présenter des rapports et se félicite de toute aide que l'Institut pourra leur apporter.

8. La pauvreté et l'exclusion sociale qui menacent les enfants de la région sont d'une ampleur inacceptable et le Comité appuiera tous les efforts visant à placer les questions relatives à l'enfance au centre des politiques gouvernementales et à mettre en relief les droits de l'enfant sur le plan politique.

9. M. MOMBESHORA demande comment est financé l'Institut et si celui-ci est compétent pour examiner les cas de violation des droits de l'homme.

10. Mme SANTOS PAIS souligne qu'il est important de faire connaître la Convention dans la région, eu égard en particulier au fait que les Etats-Unis d'Amérique ne l'ont pas encore ratifiée.

11. Le Comité a élaboré des directives générales concernant la forme et le contenu des rapports initiaux (CRC/C/5) et des rapports périodiques (CRC/C/58), que l'Institut pourra diffuser. Les programmes de formation prévus à l'intention de certains groupes professionnels seront importants et très utiles s'ils servent à compléter les réformes juridiques en cours dans la région. Il serait intéressant également que l'Institut et le Comité puissent établir ensemble des monographies qui seraient rassemblées tous les ans et présentées pour examen. A cet égard, les deux organismes fourniraient les données qu'ils auraient recueillies dans le cadre de leurs activités.

12. La PRESIDENTE dit que les membres du Comité sont très favorables à l'idée de coopérer avec l'Institut. A cet égard, le concours apporté par l'Institut à la formation des responsables de l'exécution des lois aux nouveaux concepts définis dans la Convention revêt un intérêt particulier. La coopération dans la réalisation d'études thématiques générales serait extrêmement utile et l'on pourrait également envisager une coopération sous forme de missions sur le terrain.

13. Mme KARP dit que l'Institut est très bien placé pour réaliser des études comparatives dans la région. Il pourrait examiner les solutions apportées aux problèmes des enfants dans les différents pays américains et voir si elles sont applicables ailleurs. Il devrait par ailleurs s'attacher à mieux faire connaître la Convention auprès des peuples autochtones et examiner de quelle manière celle-ci pourrait être appliquée à leur culture.

14. M. QUINTANA (Institut interaméricain de l'enfance) dit que l'Institut est financé par les ressources ordinaires de l'OEA et par des fonds spéciaux au titre de programmes de coopération avec plusieurs pays, dont certains sont européens.

15. L'Institut n'est pas habilité à faire des déclarations au sujet des pays ni à critiquer ceux-ci. C'est là la prérogative de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de la Cour interaméricaine des droits

de l'homme. L'Institut tente de nouer des relations plus étroites avec la Commission, en particulier pour lui fournir des renseignements sur les violations des droits des enfants. Il aide actuellement la Commission à interpréter certains aspects des droits de l'enfant. A cet égard, la Convention interaméricaine relative aux droits de l'homme contient des dispositions précises sur les droits de l'enfant, qui sont déjà largement appliquées dans plusieurs pays.

16. La situation des peuples autochtones est souvent considérée comme une question relative aux minorités, alors que dans certains pays, comme le Pérou et la Bolivie par exemple, les peuples en question sont en fait majoritaires. L'Institut est sur le point d'engager des discussions avec le Bureau régional de l'UNICEF sur la question des peuples autochtones, qui a de nombreuses incidences juridiques, en particulier pour les droits de l'homme. Lorsqu'il disposera d'informations complémentaires, il les communiquera au Comité.

17. La PRESIDENTE dit que l'ordre du jour et les autres documents pertinents du Comité seront communiqués à l'Institut, afin que celui-ci puisse suivre les travaux du Comité et continuer de faire connaître ses recommandations. Le Comité est toujours soucieux de renforcer la coopération dans les domaines relevant de sa compétence.

18. La Présidente invite M. Picard, chef de la Section des statistiques des conditions de vie et du travail, au Service de l'application des normes du BIT, à informer le Comité des activités de coopération pertinentes de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

19. M. PICARD (Organisation internationale du Travail) déclare que l'OIT continue de veiller au suivi des recommandations du Comité, qui sont communiquées aux services compétents du siège et aux bureaux extérieurs, afin qu'elles soient inscrites parmi les activités prioritaires de l'OIT. A très brève échéance, il sera possible d'en évaluer l'application. Celle-ci nécessite un minimum de coopération de la part des Etats, or ce que disent les délégations devant le Comité est souvent fort éloigné de ce que fait réellement leur pays.

20. Dans son dernier rapport à la Conférence internationale du Travail, le Comité d'experts sur l'application des conventions et des recommandations examine les travaux du Comité des droits de l'enfant du point de vue de leur incidence sur les activités de l'OIT. Il est essentiel que le Comité continue de communiquer des renseignements au sujet de ses activités afin qu'il en soit fait état dans ledit rapport et que la Conférence puisse ainsi se rendre compte exactement de ce qu'il fait.

21. En mars 1996, le Conseil d'administration de l'OIT a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence de 1998 une question relative aux nouvelles normes de travail, afin de mettre fin à l'exploitation intolérable des enfants qui travaillent dans des conditions dangereuses. Un rapport sur les législations et les pratiques nationales a depuis été publié et un questionnaire est actuellement envoyé aux gouvernements pour leur permettre de faire connaître leur point de vue sur d'éventuels instruments nouveaux. Ces documents ont également été communiqués au Comité, afin qu'il

puisse examiner la question à sa prochaine réunion avec le Directeur général adjoint du BIT. M. Picard espère que le Comité contribuera à l'élaboration des instruments en question.

22. Il laissera à son collègue, M. Gust, Directeur du Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC), le soin de rendre compte au Comité des activités menées au titre dudit Programme.

23. La PRESIDENTE dit qu'assurément les gouvernements ne font pas toujours le maximum pour appliquer la Convention. C'est la raison pour laquelle le rôle des partenaires du Comité est si important chaque fois qu'il s'agit d'application. Le Comité se propose d'examiner lors d'une session future la suite donnée à ses recommandations et le rôle de ses partenaires, à commencer par les organismes des Nations Unies. A cet égard, la récente réunion des présidents des six organes relatifs à des traités, organisée à New York par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUP), avait permis de souligner le rôle de tous les organismes des Nations Unies pour ce qui est de faire connaître les activités de ces organes, en particulier leurs recommandations.

24. Le Comité ne manquera pas d'étudier les documents de l'OIT et donnera son avis lors de la réunion avec le Directeur général adjoint.

La séance est suspendue à 16 h 5; elle est reprise à 16 h 15.

25. M. GUST (Organisation internationale du Travail) appelle l'attention sur le document intitulé "IPEC at a glance" (L'IPEC en un coup d'oeil), qui est un résumé des objectifs et des activités du Programme. La question du travail des enfants est certes au coeur du mandat de l'OIT visant à garantir la justice sociale sur les lieux de travail, mais il importe de l'aborder non pas de manière isolée mais dans l'optique générale du développement. Si les possibilités de coopération avec d'autres organisations sont nombreuses, des questions spécifiques à l'OIT telles que l'inspection du travail, la formation professionnelle et les statistiques du travail concernent tout particulièrement le travail des enfants.

26. Il existe un lien évident entre l'abolition du travail des enfants et la promotion de la justice sociale. Les moyens d'action dont dispose l'OIT ont un caractère normatif très marqué et comprennent en particulier la Convention concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (No 138) et la Convention concernant l'abolition du travail forcé (No 105). La seconde traite expressément de l'exploitation du travail des enfants. De nombreuses dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, et non pas seulement l'article 32, ont également un rapport avec les activités de l'OIT.

27. L'IPEC est l'instrument dont se sert l'OIT pour appliquer ses propres normes ainsi que les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant. La recherche et les publications occupent une place très importante dans le Programme et ces activités se déroulent essentiellement au niveau national dans le cadre de projets de coopération technique et de programmes visant à abolir le travail des enfants. Les partenaires internationaux sont notamment les organismes des Nations Unies, les gouvernements, les ONG, ainsi que les organisations d'employeurs et de travailleurs. Les trois composantes de l'OIT manifestent un grand intérêt pour l'IPEC. A la fin de 1996, deux

spécialistes hors classe ont été désignés pour donner des avis sur les activités visant à abolir le travail des enfants par le truchement des organisations d'employeurs et de travailleurs.

28. Les activités menées au titre de l'IPEC découlent de l'engagement politique pris par les Etats de se préoccuper du travail des enfants, notamment en ratifiant les conventions pertinentes de l'OIT, en promulguant des lois et en prenant certaines dispositions administratives. Il est essentiel de forger une alliance entre les différents partenaires dans une optique pluridisciplinaire, la quantification statistique du problème revêtant à cet égard une importance particulière.

29. Au niveau national, le mémorandum d'accord de coopération entre le gouvernement intéressé et l'OIT constitue un élément central. Vingt mémorandums de ce type ont déjà été signés. Ils définissent les modalités générales de coopération, en particulier la mise en place d'un comité directeur national chargé d'élaborer un plan d'action national, en prélude au programme financé par l'OIT à partir de ressources fournies par les bailleurs de fonds. L'IPEC bénéficie actuellement de l'appui de 13 bailleurs de fonds et d'autres pays sont sur le point de verser des contributions.

30. Dans tous les programmes nationaux, l'OIT insiste sur l'adoption d'une démarche pragmatique. En dernière analyse, il revient au pays d'assumer la responsabilité de ses propres politiques et projets. Il est fort probable que le travail des enfants figurera parmi les préoccupations mondiales pendant encore de nombreuses années et il est crucial de poursuivre la campagne mondiale menée par les trois composantes de l'OIT, les organismes des Nations Unies et les ONG en vue de l'abolir. Dans le cadre des préparatifs concernant l'éventuelle élaboration des instruments nouveaux évoqués par M. Picard, la priorité sera donnée aux formes particulièrement intolérables du travail des enfants.

31. L'IPEC est fortement tributaire des services extérieurs du BIT. L'unité restreinte se trouvant au siège a pour tâches de conseiller la direction et de coordonner les organes extérieurs. L'IPEC fonctionne depuis près de quatre ans et une importante opération d'évaluation doit être menée en 1997, en particulier pour apporter des améliorations destinées à assurer la viabilité des programmes nationaux.

32. M. KOLOSOV dit que le Comité s'est toujours intéressé de très près à la question de l'abolition du travail des enfants et que la discussion en cours est incontestablement utile. Un des problèmes propres à la coopération entre le Comité et l'OIT a trait à la divergence des définitions que l'un et l'autre donnent de l'"enfant". Le Comité, et du reste les autres organismes des Nations Unies et les ONG définissent invariablement l'enfant comme une personne âgée de moins de 18 ans, tandis que selon les instruments de l'OIT, un enfant âgé de 15 ans peut accepter un contrat de travail. Peut-être pourrait-on résoudre ce problème en trouvant une autre expression pour désigner le "travail des enfants".

33. M. PICARD (Organisation internationale du Travail) partage l'opinion de M. Kolosov. On pourrait peut-être aplanir ces divergences en répartissant les personnes âgées de moins de 18 ans en deux catégories : les enfants et les

adolescents. Cette distinction existe déjà dans différents textes de l'OIT. On a également tenté de résoudre le problème en différenciant les expressions anglaises "child work" et "child labour", mais cela ne pourrait pas être fait dans les autres langues. L'UNICEF porte également un intérêt à ce problème mais la formule idéale reste à trouver.

34. M. GUST (Organisation internationale du Travail) dit que l'IPEC s'est constamment efforcé de tenir compte des conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité, celles-ci étant extrêmement utiles pour l'élaboration des projets. Il sera dûment pris note des observations faites à la présente réunion sur les moyens de renforcer la coopération.

35. Mme SANTOS PAIS souligne combien il importe de renforcer la coopération avec l'OIT au niveau national, où l'exécution des projets de l'IPEC revêt un intérêt particulier. Etant donné que le Comité existe depuis bientôt sept ans, le moment est peut-être venu de mesurer le chemin parcouru par les Etats parties et de décider s'il est opportun ou non d'affiner les recommandations du Comité, en prévision de l'examen de la prochaine série de rapports. Une évaluation s'impose tant à l'échelle globale qu'au niveau national et il serait fort utile que l'OIT donne son avis sur l'exécution des programmes de l'IPEC qui vont dans le sens des recommandations du Comité.

36. Mme SARDENBERG dit que l'IPEC est de toute évidence un succès. Le moment choisi pour en parler lui semble judicieux, car la question du travail des enfants est largement traitée par les médias. Elle se pose plusieurs questions à propos de l'IPEC.

37. En 1995, le Comité a effectué une mission en Inde, au Bangladesh et au Pakistan. Par la suite, en faisant le bilan de cette mission, il a noté que les pays, bien qu'appartenant à la même région, abordaient les problèmes de manière nettement différente. L'IPEC a-t-il fait la même constatation ?

38. En ce qui concerne la durabilité, Mme Sardenberg note que l'objectif ultime est que les pays assument la responsabilité de leurs propres programmes. Les pays sont-ils en mesure d'atteindre cet objectif ou ont-ils encore tendance à dépendre de l'IPEC ?

39. Enfin, elle souhaiterait de plus amples renseignements sur les réunions prévues dans le courant de l'année à Amsterdam et à Oslo, ainsi que sur leur rôle dans la stratégie en quatre étapes visant à l'adoption d'une convention sur l'abolition du travail des enfants d'ici à 1999.

40. La PRESIDENTE demande des précisions sur toutes les réunions à venir qui pourraient intéresser le Comité. Les ordres du jour de ces réunions pourraient être communiqués au Comité, afin que celui-ci puisse apporter sa contribution le cas échéant.

41. M. GUST (Organisation internationale du Travail) dit que deux conférences sur le travail des enfants doivent se tenir en 1997, l'une à Amsterdam en février et l'autre à Oslo en octobre. Un séminaire parrainé par l'Organisation de l'unité africaine se tiendra également en février au Caire. Parmi les autres réunions à signaler figurent le sommet latino-américain sur

le travail des enfants, prévu en avril à Carthagène (Colombie), et la Conférence régionale de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique, prévue en novembre à Bangkok.

42. L'OIT participera activement à toutes ces manifestations, mais les conférences d'Amsterdam et d'Oslo marqueront incontestablement des jalons importants vers l'adoption de la nouvelle convention. La Conférence d'Amsterdam sera axée sur les formes intolérables du travail des enfants tandis que celle d'Oslo doit être consacrée aux questions relatives à l'éducation. Il convient de noter que, lors d'une récente réunion préparatoire à la Conférence d'Oslo, on a proposé que le Comité soit consulté sur les questions qui le concernent.

43. L'OIT a engagé un processus d'évaluation approfondie, qui commence par une réunion d'examen des programmes devant se tenir prochainement en Inde. Cette évaluation sera effectuée par des équipes nationales qui n'ont pas de lien direct avec l'IPEC, mais qui seront conseillées par des experts de l'OIT. L'OIT communiquera à ces équipes une analyse récapitulative de ses discussions avec le Comité. Elles seront ainsi à même de déterminer dans quelle mesure les recommandations du Comité peuvent être prises en compte et de faire en sorte que les avis du Comité soient mieux ciblés à l'avenir.

44. Pour l'instant, l'objectif de durabilité ne peut être vraisemblablement atteint que dans certains domaines. C'est ainsi qu'on a mis en place des moyens suffisants dans tous les pays participants, afin de permettre aux services nationaux de statistique et aux ministères du travail de poursuivre leur travail d'élaboration de statistiques relatives au travail des enfants. A cet égard, l'OIT envisage de publier sous peu un manuel sur la méthodologie de l'élaboration des statistiques relatives au travail des enfants, que ces services pourront utiliser pour la réalisation d'enquêtes nationales. Un autre domaine où l'objectif de durabilité pourrait être atteint est celui de l'inspection du travail.

45. Il n'existe pas parmi les pays participants une approche uniforme du problème du travail des enfants. L'OIT a constaté que les activités de sensibilisation étaient efficaces, mais il appartient à chaque pays de trouver la méthode la mieux adaptée. Toutefois, il ne fait aucun doute que les employeurs et les salariés font de plus en plus pression sur les gouvernements pour que ceux-ci agissent. C'est ainsi que le travail des enfants sera dans les années à venir l'un des domaines d'action prioritaires en Inde.

46. Mme KARP demande comment les enfants qui travaillent sont associés à la définition des objectifs des programmes, à l'élaboration des stratégies et à l'échange de données d'expérience, et dans quelle mesure il est fait appel à eux pour relever le défi.

47. M. PICARD (Organisation internationale du Travail) dit que la même question a été récemment posée au Conseil de l'Europe. Les partenaires de l'IPEC sont habituellement des ONG représentant les intérêts des enfants qui travaillent. Il est difficile d'associer les enfants eux-mêmes à l'élaboration des programmes et des politiques, et ce pour plusieurs raisons. L'âge de la majorité constitue normalement un préalable à la participation et, dans les pays concernés, il est rare que les enfants aient leur mot à dire sur de



telles questions. On lui a souvent demandé si les enfants pouvaient appartenir à des syndicats. Rien dans les normes internationales du travail ne s'y oppose, mais des obstacles existent dans la législation nationale.

48. M. TABUSA (Organisation internationale du Travail) dit que l'IPEC et une fédération internationale de syndicats ont récemment organisé un festival international de théâtre scolaire sur le thème du travail des enfants. Utilisant des éléments d'information fournis par l'IPEC, les écoliers participants ont débattu des moyens de faire face au problème et ont joué une pièce sur le travail des enfants. A partir de l'expérience ainsi acquise, on envisage de produire un matériel didactique à l'intention des enseignants. Pour l'instant, seules les écoles internationales d'Europe ont été associées à cette activité, mais on espère que le projet pourra être étendu aux pays en développement. Une telle initiative pourrait être un des moyens d'intéresser les enfants à cette question.

49. Mme KARP dit que les activités menées au titre de l'IPEC semblent partir du principe que l'enfant est un objet de protection, tandis que la Convention met davantage l'accent sur le rôle participatif de l'enfant. Elle comprend parfaitement les difficultés liées à la législation nationale, mais estime que c'est là un défi qu'une organisation telle que l'OIT doit relever. En vertu de la Convention, les enfants jouissent de la liberté d'association et rien ne semble s'opposer à ce que l'OIT tienne compte dans sa stratégie du problème posé par la législation nationale et à ce qu'elle étudie les moyens de faire participer les enfants qui travaillent à l'examen des problèmes qui les concernent.

50. La PRESIDENTE dit que les difficultés auxquelles est confrontée l'OIT sont compréhensibles, étant donné que la participation des enfants est un concept relativement nouveau qu'a fait naître la Convention. Dans son questionnaire adressé aux Etats, l'OIT pourrait demander des informations sur l'existence d'associations d'enfants. Dans certains pays, les enfants ont la possibilité de créer de telles associations, à condition que les fonds soient gérés par des adultes. De telles associations pourraient être des partenaires pour l'OIT. En tout état de cause, il est important que les associations qui coopèrent avec l'OIT dans le cadre de l'IPEC tiennent compte des avis des enfants.

51. Mme SANTOS PAIS remercie les représentants des organismes partenaires de leur participation à la réunion. Elle salue en particulier la présence d'un représentant du Fonds monétaire international et émet l'espoir que le Fonds participera plus activement aux réunions futures du Comité.

52. M. TAPLIN (Fonds monétaire international) dit que ce n'est pas la première fois qu'un représentant du Fonds assiste à une réunion du Comité. Toutefois, le personnel limité dont dispose le bureau du Fonds à Genève rend difficile une participation régulière aux réunions. Néanmoins, le Fonds continuera de suivre avec intérêt les travaux du Comité dans la mesure où ceux-ci ont un rapport avec son domaine de compétence, à savoir de donner des conseils en matière de politique générale macro-économique et financière.

53. La PRESIDENTE remercie le Directeur de l'IPEC et les autres experts de l'OIT de leur participation. Le Comité, qui tient beaucoup au renforcement de sa coopération avec l'OIT, est convaincu que l'échange de vues permettra de mieux comprendre les problèmes rencontrés sur le terrain, eu égard en particulier à l'application des recommandations du Comité. Il convient d'espérer que le prochain lot de rapports périodiques apportera des données plus précises sur les progrès accomplis, notamment en ce qui concerne les programmes exécutés par l'OIT.

La séance est levée à 17 h 20.

-----